

Une approche socio-territoriale des émeutes de 2023 en France

Dix-huit ans après celles de 2005, la France a été touchée fin juin-début juillet 2023 par une vague d'émeutes qui a frappé les esprits à la fois par l'élément déclencheur, l'intensité des violences et des dégradations, et le nombre de villes concernées. Pour mieux caractériser ces émeutes, nous analysons leurs dimensions territoriales et les différents registres d'action, ce qui nous conduit à distinguer deux moments à la fois distincts et intimement imbriqués, et à dresser un portrait social des villes touchées. Etant donné les différences structurelles entre la métropole parisienne et les petites villes et les villes moyennes, nous traitons séparément ces deux contextes. Le rapport aux émeutes de 2005 dans le premier cas, et au mouvement des gilets jaunes dans le second cas, apporte un éclairage original, tant sur les effets de long terme des émeutes et de la politique de la ville, que sur les logiques spatiales de la relégation et de son ressenti.

Deux temps, deux logiques socio-territoriales

Un temps « émotionnel »

Ce premier temps est principalement francilien, puis lyonnais, et marque les premiers jours. Il est directement lié aux circonstances de la mort de Nahel révélées par la vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, et suscite colère et rage qui s'expriment avec une extrême intensité. C'est majoritairement une logique d'affrontement avec la police et de dégradations de mobiliers urbains et biens publics qui caractérise cette première période.

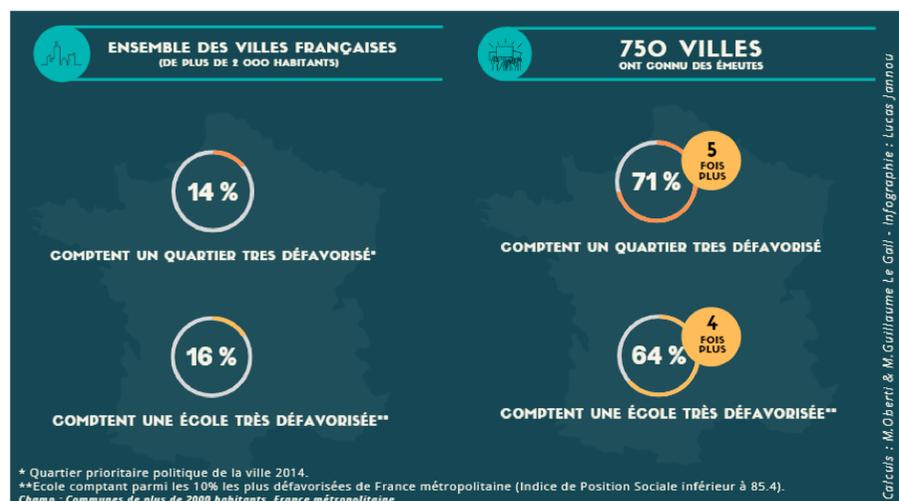
Un temps « insurrectionnel », une « fenêtre d'opportunité » dans un contexte de désordre et de grande précarité

Le deuxième temps est davantage celui des petites villes et des villes moyennes et est marqué également par davantage de dégradations de biens privés et de pillages de commerces, principalement dans les villes-centres des grandes villes et métropoles.

Les caractéristiques des communes concernées

A l'échelle de la métropole

Comparativement à l'ensemble des villes de plus de 2000 habitants, les communes ayant connu des émeutes en 2023 ont un profil social nettement plus défavorisé : elles comptent en moyenne plus du double de logements sociaux, de logements sur-occupés, d'immigrés et de familles nombreuses. Elles ont également plus de familles monoparentales et un taux de chômage des 15-24 ans légèrement plus élevé. Mais plus que la sur-représentation de tous ces indicateurs dans ces communes, **c'est davantage leur concentration dans un ou plusieurs quartiers spécifiques qui les caractérisent**. Cette plus grande précarité des communes se retrouve logiquement sur le plan scolaire, puisqu'elles accueillent en grande majorité au moins une école très défavorisée.

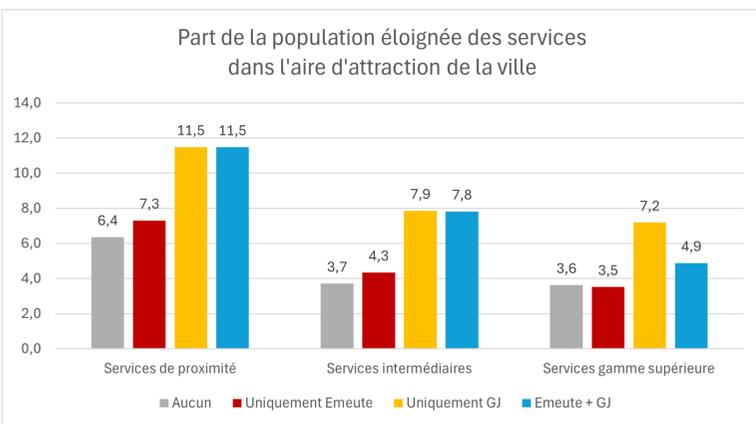


Sources : Base « Émeute 2023 » des auteurs. Données scolaires : MEN-DEPP. Données QPV 2014 : Agence nationale de la cohésion des territoires.

Les dynamiques en Île-de-France

Comme en 2005, la banlieue parisienne a été particulièrement touchée par les émeutes en 2023, tant du point de vue du nombre de communes concernées que de leur intensité. 39% des communes de l'Île-de-France (220) ont connu des événements que l'on peut rattacher aux émeutes ; avec une forte concentration dans la première couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne) puisque plus de la moitié des communes (67%) ont été touchées. La quasi-totalité des communes franciliennes (127 sur 152) qui ont connu des émeutes en 2005 en ont également connu en 2023. Les communes qui ont connu des émeutes en 2005 ont désormais une mémoire collective qui a pour une part été portée par des associations et des militants engagés dans la lutte contre le racisme et les violences policières.

Si globalement les communes ayant connu des émeutes sont plus défavorisées que l'ensemble des communes de l'IDF, celles en ayant connu également en 2005 ont un profil social plus défavorisé que celles touchées uniquement en 2023.



Sources : Base « Émeute 2023 » des auteurs. Données Gilets jaunes – Données collectées sur le site Carte Officielle Mouvement des Gilets jaunes. Données INSEE : Calculs INSEE - données Recensement de la population, Base permanente des équipements, distancier Méric.

Axe discriminations et politiques catégorielles

Marco OBERTI

Sociologue, est professeur des universités à Sciences Po et chercheur au CRIS. Ses travaux les plus récents portent d'une part sur les inégalités urbaines et scolaires abordées sous l'angle de la ségrégation, et d'autre part sur les inégalités d'accès aux filières sélectives de l'enseignement supérieur et sur les programmes d'ouverture sociale des grandes écoles.

Maela GUILLAUME LE GALL

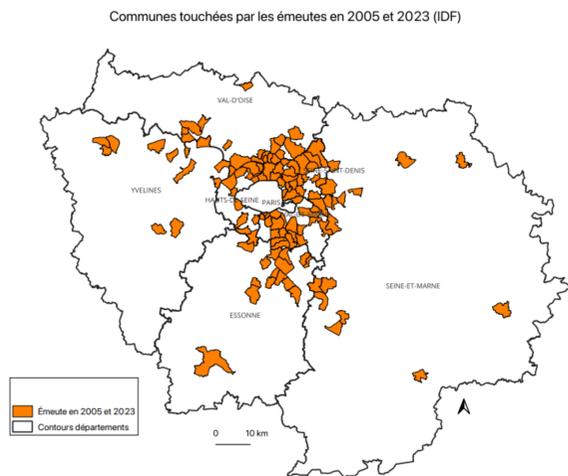
Assistante de recherche stagiaire au LIEPP et étudiante à Sciences Po et l'École Polytechnique, elle s'intéresse aux questions d'inégalités territoriales et scolaires.

Une approche socio-territoriale

Dans la plupart des cas les émeutes éclatent à la suite d'un incident, souvent grave, impliquant la police, et conduit à placer au centre de l'analyse la question des violences policières et des discriminations.

Sans nier l'importance cruciale de cette dimension, nous proposons de nous intéresser davantage aux contextes socio-territoriaux dans lesquels ces événements s'enracinent. En effet, ces événements n'interviennent pas dans n'importe quel contexte local. Resituer les acteurs, quels qu'ils soient, dans les cadres sociaux et spatiaux dans lesquels ils évoluent est au cœur de cette démarche.

Articuler à l'analyse des caractéristiques individuelles des protagonistes, cette approche permet de prendre la juste mesure de ce que l'on pourrait appeler des effets de contexte.



Source : Base « Émeute 2023 » des auteurs.

Les petites villes et villes moyennes

Ces villes ont été également pour une large part d'entre elles des lieux de rassemblement des gilets jaunes en 2018. Si ces deux types de mobilisations collectives ont lieu dans les villes-centres de ces petits espaces urbains, elles s'inscrivent dans des espaces géographiques de mobilisations distincts. Les émeutes ont un caractère très localisé, alors que les rassemblements Gilets Jaunes agrègent les habitants des villes périphériques.

Les villes ayant connu à la fois des émeutes et des rassemblements Gilets Jaunes semblent cumuler deux types de difficultés, touchant deux types de populations distinctes : des situations de pauvreté et de ségrégation importante dans la ville-centre (84% des villes comptent un QPV, et 88% une école très défavorisée, contre respectivement 11% et 9% des villes n'ayant connu aucune des deux mobilisations), et une part de la population éloignée des services et dépendante de la voiture vivant dans l'aire d'attraction de la ville-centre.